

## Communiqué d'Esquerra Republicana de Catalogne en référence à la sentence des leaders politiques catalans.

*L'état espagnol a condamné les leaders politiques catalans à des peines de prison allant jusqu'à 13 ans. La seule solution passe par l'amnistie et la reconnaissance au droit à l'autodétermination*

Le Tribunal Suprême Espagnol a déclaré coupables de sédition, malversation et désobéissance les leaders indépendantistes qui avaient facilité la tenue du référendum d'autodétermination de la Catalogne le 1er Octobre 2017, **les condamnant à des peines allant jusqu'à 13 ans de prison.**

La sentence contre les leaders catalans est une erreur historique qui ne résout pas le conflit politique et qui limite et conditionne l'espace démocratique, par la répression. Une erreur qui provoquera une déstabilisation politique et sociale comme celle qui 'est produit au moment de la déclaration de la sentence sur le Statut d'autonomie de la Catalogne, humiliante du fait de la diminution des articles et de leur contenu.

L'Etat redit haut et fort que la Catalogne et ses citoyens doivent se taire, et n'ont en aucun cas le droit de décider d'eux même de leur avenir ; et s'ils essayent de le faire, la répression sera l'unique réponse possible.

Il s'agit ni plus ni moins que d'un procès politique, où les élus et les leaders de la société civile ont été jugés par leurs valeurs et leur fidélité au mandat démocratique transmis par les citoyennes et citoyens. Un Etat qui se veut démocratique ne peut pas emprisonner des leaders pour avoir permis d'exercer le droit de vote. Il est évident qu'il ne s'agit pas de juger les faits, mais de punir un mouvement politique, en provoquant la souffrance des gens qui composaient le Gouvernement de la Catalogne, de la présidente du Parlement, et des membres de la société civile. Cette sentence est une attaque à la démocratie, aux droits fondamentaux, et à la liberté.

De nombreuses irrégularité ont eu lieu pendant le procès, comme l'indiquent différentes organisations internationales pour la Défense des Droits Humains, qui ont suivi de près le procès comme par exemple "**The International Federation For Human Rights** (FIDH)" et "**EuroMed Rights**". Ces organisations ont dénoncé de nombreux déficits dans les procédures et un manque de garanties pendant tout le procès, qui allaient à l'encontre des droits de défense des leaders catalans.

De surcroit, ces organisations ont aussi critiqué le fait que les accusés aient été privés de liberté, étant depuis plus de deux ans en prison préventive

C'est pour cela que nous pouvons affirmer que ce procès internationalise le conflit catalan, et met en évidence **l'État espagnol, qui sera mené en justice devant les instances et tribunaux internationaux**, accusé d'atteindre aux droits fondamentaux, et de poursuivre le mouvement indépendantiste.

Pedro Sanchez, premier ministre espagnol en fonction et membre du Parti Socialiste, n'a ni voulu, ni été capable de résoudre cette situation. Preuve en est la pétition des plus hautes peines par le parquet et le conseil juridique de l'État, nommés par le gouvernement espagnol, mais aussi la menace d'une nouvelle suspension du gouvernement de la Catalogne par le biais de l'article 155 de la Constitution Espagnole.

Nous exigeons à l'Etat espagnol qu'il agisse dans le sens de la résolution de ce conflit, et qu'il le situe sur la scène du débat politique, qu'il ne devrait pas avoir quitté.

La répression et la persécution sont des voies sans issue. La conséquence du manque de dialogue et la dégradation des relations avec la Catalogne mènent au collapse politique de l'Etat Espagnol. En Espagne, 4 élections ont eu lieu en 4 ans, sans parvenir à gouverner, ni à trouver une solution politique avec le gouvernement de la Catalogne. Cette solution, aujourd'hui, doit forcément passer par le droit à l'autodétermination qui permettra au peuple catalan de décider de lui-même son avenir.

Maintenant, la démocratie doit prendre le relai. Il faut que la communauté internationale s'implique dans la résolution d'un conflit de nature exclusivement politique, qui nous parle du respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux, et qui va bien plus que loin que les frontières de l'Etat Espagnol. Seulement par le biais du dialogue et de la négociation il sera possible de résoudre un conflit que le gouvernement espagnol a prouvé qu'il ne veut ni sait résoudre. Aucun démocrate ne devrait faire silence face aux outrages des droits fondamentaux qui ont lieu aujourd'hui en Catalogne.

C'est pour cela que :

1. **Nous demandons** à la communauté Internationale, et particulièrement à L'Union Européenne, d'ouvrir un dialogue afin de de chercher une réponse démocratique au conflit Catalan.
2. **Nous rappelons** que le droit à l'autodétermination, défendu par une majorité de citoyens, n'est pas un délit, mais un droit garanti par la chartre des Nations Unies.
3. **Nous demandons** au Gouvernement Espagnol et à l'Europe de faciliter le droit à l'autodétermination de la Catalogne permettant ainsi de connaitre l'opinion de ses citoyens.
4. **Nous demandons** une réponse démocratique pour la Catalogne, l'Amnistie de tous les prisonniers politiques catalans, et le retour des politiques en exil.

**Barcelone, le 14 Octobre 2019.**